



## PRÉFET DE L'ESSONNE

### PREFECTURE

DIRECTION DES RELATIONS  
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES  
BUREAU DES ENQUETES PUBLIQUES,  
DES ACTIVITES FONCIERES ET INDUSTRIELLES

### ARRÊTÉ

**n° 2015.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/ 559 du 04 août 2015**  
**mettant en demeure le Syndicat des copropriétaires BURES-ORSAY-LES ULIS de respecter**  
**certaines dispositions de l'arrêté préfectoral n°2006.PREF.DCI 3/BE 0126 du 30 juin 2006**  
**pour ses entrepôts situés 32 avenue de l'Océanie à VILLEJUST (91140)**

**LE PREFET DE L'ESSONNE,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 25 juillet 2013 portant nomination de M. Bernard SCHMELTZ, en qualité de Préfet de l'Essonne,

VU le décret du 20 novembre 2014 portant nomination de M. David PHILOT, en qualité de secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2014-PREF-MCP-041 du 19 décembre 2014 portant délégation de signature à M. David PHILOT, Secrétaire Général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté préfectoral n°2008-PREF.DCI 3/BE 0126 du 30 juin 2006 imposant au syndicat des copropriétaires de BURES-ORSAY-LES ULIS, dont le siège social est situé 32 Avenue de l'Océanie 91140 VILLEJUST, des prescriptions complémentaires pour l'exploitation des entrepôts situés à la même adresse,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 26 juin 2015, établi à la suite d'une visite d'inspection de l'établissement effectuée le 18 juin 2015, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 8 juillet 2015,

CONSIDERANT que lors de la visite du 18 juin 2015, l'inspecteur a constaté que le locataire SOFLOG stocke pour les besoins de ses clients, une quantité importante (des centaines de litres conditionnés en fûts et en pots) de produits inflammables, huiles hydrauliques, lubrifiants dans la cellule B2-9 ainsi que dans le container extérieur implanté depuis 2011,

CONSIDERANT qu'il a, par ailleurs, constaté que le rapport de vérification du système de sprinklage des bâtiments A, B et C mentionne les observations suivantes :

- présence de plusieurs têtes de sprinklage trop éloignées des cloisons dans les bâtiments A,B et C ;
- plusieurs bureaux sont dépourvus de sprinklage ;
- manque des têtes de sprinklage dans plusieurs bureaux ;
- présence de plancher plein dans les racks dans plusieurs cellules ;
- hauteur de stockage non conforme chez le locataire SONIS.

CONSIDERANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 3.1.2 et 7.1.2 du chapitre V du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 30 juin 2006 susvisé,

CONSIDERANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure le Syndicat de copropriétaires BURES-ORSAY-LES ULIS de respecter les articles 3.1.2 et 7.1.2 du chapitre V du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 30 juin 2006 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Le Syndicat des copropriétaires BURES-ORSAY-LES ULIS, dont le siège social est situé 32 Avenue de l'Océanie 91140 VILLEJUST, exploitant des entrepôts sis 32 Avenue de l'Océanie 91140 VILLEJUST, est mis en demeure de respecter :

**dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :**

- l'article 3.1.2 du chapitre V du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 30 juin 2006 susvisé :
  - soit en évacuant immédiatement les produits présentant des caractéristiques de dangerosité autres que la combustibilité,
  - soit en déposant un dossier de porter à connaissance, auprès de Monsieur le Préfet de l'Essonne, avec tous les éléments d'appréciation relatifs à la modification envisagée afin d'évaluer les risques liés au stockage de ces produits.
- l'article 7.1.2 du chapitre V du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 30 juin 2006, en justifiant de la bonne maintenance et de la conformité du sprinkler.

**ARTICLE 2** : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**ARTICLE 3 : Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES), dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

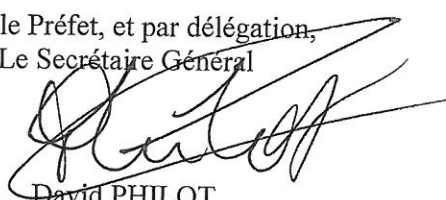
- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

**ARTICLE 4 : Exécution**

Le Secrétaire Général de la préfecture,  
 Les inspecteurs de l'environnement,  
 L'exploitant, le Syndicat des copropriétaires BURES-ORSAY-LES ULIS,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne, et dont une copie est transmise pour information à Monsieur le Maire de VILLEJUST.

Pour le Préfet, et par délégation,  
Le Secrétaire Général



David PHILOT

